

# Le développement international, les ONG religieuses et les personnes homosexuelles : le cas de *Crossroads Christian Communications* en Ouganda

## ÉTUDE DE CAS / CASE STUDY

David Hughes<sup>1</sup>

Reçu/Received: 22 Apr 2013

Publié/Published: 4 Oct 2013

Éditeurs/Editors: Lise Lévesque & Christopher McDougall

© 2013 D Hughes, [Creative Commons Attribution 3.0 Unported License](https://creativecommons.org/licenses/by/3.0/)

### Résumé

Le 10 février 2013, les médias révélèrent qu'une organisation religieuse décrivant l'homosexualité comme une « perversion » et un « péché » recevait du financement du gouvernement canadien pour du travail de développement en Ouganda. S'ensuivit un débat sur la légitimité de financer les projets de cette organisation non gouvernementale (ONG). Dans ce qui suit, nous identifions quelques enjeux éthiques soulevés par ce cas : les risques associés aux croyances et valeurs défendues par les ONG pour les personnes homosexuelles en Ouganda; le lien entre le financement d'ONG par les gouvernements et la promotion de certaines valeurs; l'étendue et les limites de la liberté religieuse des ONG.

### Mots clés

ONG, Ouganda, Canada, homosexualité, financement gouvernemental, discrimination, promotion de la santé

### Summary

On February 10, 2013, news broke that a religious organization describing homosexuality as a “perversion” and “sin” was receiving funding from the Canadian government for development work in Uganda. There followed a debate on the legitimacy of funding the projects of this non-governmental organization (NGO). In what follows, I identify some of the ethical issues raised by this case: the risks associated with beliefs and values espoused by NGOs for homosexuals in Uganda; the link between government funding of NGOs and the promotion of certain values, and the scope and limits of religious freedom of NGOs.

### Keywords

NGO, Uganda, Canada, homosexuality, government funding, discrimination, health promotion

### Affiliations des auteurs / Author Affiliations

<sup>1</sup> PhD(c) Sciences humaines appliquées, option bioéthique, Université de Montréal, Montréal, QC, Canada

### Correspondance / Correspondence

David Hughes, [david.hughes@umontreal.ca](mailto:david.hughes@umontreal.ca)

### Remerciements

L'auteur remercie les éditeurs pour leurs commentaires et suggestions.

### Conflit d'intérêts

La thèse de doctorat de D. Hughes est co-dirigée par Bryn Williams-Jones, éditeur en chef de la revue.

### Acknowledgements

The author wishes to thank the editors for their comments and suggestions.

### Conflicts of Interest

David Hughes's PhD thesis is co-supervised by Bryn Williams-Jones, Editor-in-Chief of the journal.

## Cas

Crossroads Christian Communications (CCC) est une ONG chrétienne évangélique<sup>1</sup> ontarienne en activité depuis 30 ans. Au Canada, CCC produit des émissions de télévision évangélistes. À l'étranger, elle lève des fonds et intervient sur le terrain pour venir en aide à des pays dans le besoin. Depuis sa fondation, l'organisation a réalisé pour plus de 35 millions de dollars en projets d'aide et développement dans une quarantaine de pays. Dans les 10 dernières années, elle a reçu 2 664 000\$ de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) [1]. Dans le cas du dernier projet en Ouganda, CCC recevra 544 813\$ pour creuser des puits, construire des latrines et faire de l'éducation à l'hygiène<sup>2</sup>, ces mesures ayant pour objectif l'amélioration de la santé de la population [3-5].

<sup>1</sup> Mouvement religieux conservateur appartenant au protestantisme.

Le point problématique soulevé par les critiques est la position officielle de CCC sur l'homosexualité. Sur son site Internet, l'homosexualité et le travestissement apparaissent dans une liste de « péchés sexuels », aux côtés de la pédophilie, de la bestialité et d'autres « perversions ». Sur la même page, on invitait les pécheurs à se repentir alléguant que : « Dieu se préoccupe trop de vous (et de tous ses enfants) pour qu'il laisse aller cet abus spirituel sans punition » (*God cares too much for you (and all of His children) to leave such tampering and spiritual abuse unpunished*). Depuis la médiatisation de l'affaire, ce contenu n'est plus accessible aux internautes [3].

## Contexte

Le caractère particulièrement problématique de la position anti-homosexuelle de CCC apparaît à la lumière de deux éléments contextuels importants : 1) les conditions de vie des homosexuels en Ouganda et 2) l'influence alléguée des évangélistes étrangers sur ces conditions de vie.

En Ouganda, les actes homosexuels sont illégaux. Les homosexuels sont emprisonnés par les autorités et menacés par leurs concitoyens [6]. De plus, le parlement envisage de renforcer la législation avec un projet de loi qui pourrait rendre les récidivistes passibles de la peine de mort. En 2011, David Kato, une personne ouvertement homosexuelle et un militant pour les droits des gais, a été assassiné [7].

Selon des observateurs, les évangélistes américains ont une certaine influence sur cette culture anti-gaie en Ouganda [8]. Des personnalités chrétiennes évangélistes influentes, telles que le révérent Rick Warren, y ont fait des discours anti-homosexuels. Par exemple, trois évangélistes ont donné une série de conférences en Ouganda en mars 2009 [9]. Des milliers d'Ougandais ont assisté à l'évènement de trois jours, dont des policiers, des professeurs et des politiciens. Les conférences portaient sur les moyens de rendre hétérosexuels les personnes gais, sur la manière dont les gais cibleraient les adolescents et sur la manière dont le mouvement gai chercherait à remplacer l'institution du mariage et les valeurs familiales par une culture de promiscuité sexuelle<sup>3</sup>. Bien que les évangélistes se dissocient du projet de loi anti-gai, ce dernier fut présenté un mois plus tard au parlement ougandais.

## Enjeux

Certaines critiques craignent que CCC profite de missions d'aide humanitaire pour faire de la propagande conservatrice et religieuse anti-gaie auprès de la population ougandaise ou pour faire du lobbying auprès des autorités afin d'influencer leurs politiques sur ce dossier. Ces activités contribueraient à renforcer la stigmatisation et la discrimination envers les personnes LGBT en Ouganda [4,5]. De plus, le fait de profiter de la vulnérabilité des personnes dans le besoin et du caractère asymétrique des relations de pouvoir pour essayer de les convertir peut être considéré comme une forme d'exploitation et d'abus [10]. Rappelons que le mandat de CCC comprend entre autres de la sensibilisation à l'hygiène, une intervention d'éducation qui offre de nombreuses occasions de faire passer un message. CCC se défend en affirmant que son travail en Ouganda est strictement humanitaire et qu'elle ne fait pas d'évangélisation ni de lobbying lors de ses missions [1].

Même si on met de côté la question de l'impartialité des interventions de CCC, d'autres enjeux demeurent. Au sein même du gouvernement conservateur, les ministres sont divisés sur la place des valeurs et croyances défendues par les ONG dans l'attribution des ressources en aide au

---

<sup>2</sup> « Our objective aims to improve access to clean water by providing needed basic sanitation infrastructure and increasing community water management skills and sanitation knowledge. » [2]

<sup>3</sup> Le fait d'avoir des rapports sexuels occasionnels avec plusieurs partenaires.

développement. Selon le ministre des Affaires étrangères canadien John Baird, les valeurs des ONG financées par le gouvernement sont importantes et doivent refléter celles du Canada : « Une des responsabilités les plus importantes que nous a confiées le premier ministre, à Julian et à moi, c'est de promouvoir les valeurs canadiennes » [11]. Par conséquent : « (...) l'argent des contribuables canadiens ne servira pas à alimenter la haine et l'intolérance. Ceci est complètement inacceptable » [11]. Même son de cloche chez le chef de l'opposition Thomas Mulcair : « Ça va contre les valeurs canadiennes. Ça va contre la loi canadienne » [12]. Le chroniqueur conservateur, Claire Hoy, répond que les conceptions de CCC sur l'homosexualité sont partagées par un grand nombre de canadiens et que tenir de tels propos n'est pas illégal [13]. Selon le ministre de la Coopération internationale Julian Fantino, de toute façon, ce ne sont pas les croyances des ONG qui comptent, mais bien les résultats sur le terrain : « Les vérifications des autorités démontrent que l'organisme livre des projets de façon efficace et sans discrimination » [11].

Un autre point est soulevé par le ministre de l'Immigration Jason Kenney : celui de la liberté religieuse. Selon lui, tenir compte des valeurs des organismes serait discriminatoire : « Nous devons respecter les croyances personnelles des gens, leurs croyances religieuses, et ceci ne devrait pas entrer en compte quand vient le temps de juger de l'utilité d'un projet qui montre aux gens comment creuser des latrines » [11]. Certains commentateurs ont fait remarquer que de grosses organisations catholiques comme Développement et Paix reçoivent des millions de l'ACDI et que la focalisation sur CCC est de la discrimination envers les évangélistes [12,13].

## Questions à considérer

1. Compte tenu de la situation déjà précaire et dangereuse des personnes homosexuelles en Ouganda, devrait-on subventionner les projets de CCC dans ce pays malgré les croyances et positions de l'organisme sur l'homosexualité?
  - Est-ce que les bénéfices de santé attendus compensent pour les risques d'impact de ces croyances sur celles de la population et des autorités du pays bénéficiaire en ce qui concerne la tolérance et l'égalité des personnes homosexuelles, puis sur la stigmatisation et la discrimination envers ces personnes?
2. Dans un contexte comme celui de l'Ouganda, les ONG étrangères qui défendent une position anti-gaie sur le plan strictement moral ou religieux ont-ils une part de responsabilité dans le renforcement de la position anti-gaie du pays sur le plan législatif?
3. Les positions défendues par les ONG sur l'égalité entre les personnes de différentes orientations sexuelles doivent-elles refléter les positions officielles du pays subventionnaire sur ces questions même si elles ne sont pas partagées par tous ses citoyens?
  - Lorsqu'il s'agit de décider de les financer, devrait-on tenir compte de l'impact potentiel des croyances et positions des ONG sur l'image du pays subventionnaire en ce qui concerne les valeurs de tolérance et l'égalité?
4. Lorsqu'il s'agit de choisir de les financer, est-ce que le fait de tenir compte des croyances et positions défendues par les ONG sur l'égalité entre les personnes de différentes orientations sexuelles constitue une forme de discrimination, de traitement inéquitable de ces ONG?
  - Est-ce que cela contrevient à la liberté de religion?
  - Comment peut-on justifier le recours à ce critère?

## Références

1. Crossroads Christian Communications. (2013) [Crossroads welcomes CIDA review](#). CNW. Communiqué du 11 février.
2. Crossroads Christian Communications. (2013) [Development Projects: Uganda](#).
3. La Presse canadienne. (2013) [Julian Fantino suspend le financement de l'organisme anti-gai Crossroads](#). *Radio-Canada*. Édition du 10 février.
4. La Presse canadienne. (2013) [Fantino ne voit rien de mal à ce que l'ACDI subventionne un groupe anti-gai](#). *Le Devoir*. Édition du 11 février.
5. La Presse canadienne (2013) [L'ACDI finance un groupe anti-gai en Ouganda](#). *Le Devoir*. Édition du 11 février.
6. Beck RT. (2013) [Gay people in Uganda: love on the run](#). *The Guardian*. Édition du 4 février.
7. Anonyme. (2013) [Gays in Uganda: Keep them off the Stage](#). *The Economist*. Édition du 23 février.
8. Kaoma K. (2009) [The U.S. Christian right and the attack on gays in Africa](#). *Huffington Post*. Édition du 10 décembre.
9. Gettleman J. (2010) [American's role seen in Uganda anti-gay push](#). *The New York Times*. Édition du 4 janvier.
10. Jayasinghe S. (2007) [Faith-based NGOs and healthcare in poor countries: a preliminary exploration of ethical issues](#). *Journal of Medical Ethics*. 33(11): 623-626.
11. La Presse canadienne. (2013) [Le ministre Baird critique Crossroads](#). *Le Devoir*. Édition du 13 février.
12. Selly C. (2013) [Tom Mulcair foreign aid hypocrisy](#). *National Post*. Édition du 13 février.
13. Hoy C. (2013) [Mulcair's attack is hypocritical](#). *Orangeville Citizen*. Édition du 21 février.